

## COMBIEN D'ARSENAX NUCLEAIRES DANS LE MONDE EN 2015 ?

par Georges Le Guelte  
Directeur de Recherche à l'IRIS

pour « Défense nationale », mai 2005

*La Conférence d'examen du TNP, qui s'ouvrira le 2 mai prochain, sera empoisonnée par la réprobation unanime contre les cinq Etats dotés d'armes, qui pérennisent leurs arsenaux, alors qu'ils se sont engagés à les éliminer. Le soutien à la politiques de non-prolifération s'effrite, et les possibilités d'activités clandestines s'accroissent.*

*Au lieu d'exprimer une vaste réprobation de la politique nord-coréenne et iranienne, les participants risquent de donner l'image d'un monde divisé, désabusé, impuissant et désarmé. Il n'est pas exclu que dans dix ou quinze ans, une vingtaine d'Etats possèdent leurs armes.*

Les délégués des 189<sup>1</sup> pays signataires du Traité de Non-Prolifération (TNP), qui vont se réunir au mois de mai prochain comme ils le font tous les cinq ans, devraient avoir pour tâche de combler les lacunes du système, apparentes depuis quelques années. Les problèmes ne sont pas tous du ressort des diplomates. L'Irak, dans les années 1980, puis la Corée du Nord, et tout récemment la Libye<sup>2</sup>, ont tenté de construire des installations clandestines, en exploitant les limites imposées à l'action des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). De nouveaux instruments juridiques ont été adoptés qui permettent de résoudre en partie ce problème<sup>3</sup>. Leur adoption a dernièrement permis aux inspecteurs d'établir que Taiwan à la fin des années 1970, la Corée du Sud au début des années 1980, puis au début du XXIème siècle, ont également commis des irrégularités de moindre importance. La Conférence pourrait être une occasion d'inciter les pays qui ne l'ont pas encore fait à accepter ces nouvelles dispositions<sup>4</sup>. Cependant, le renforcement des contrôles dépend aussi de l'amélioration des méthodes utilisées par les services de renseignement, ou d'éventuelles découvertes techniques, deux éléments qui ne sont pas du ressort d'une conférence diplomatique. L'essentiel des discussions<sup>5</sup> devrait donc être consacré

<sup>1</sup> La Corée du Nord s'en est retirée en janvier 2003, mais dans des conditions irrégulières et, pour l'AIEA, elle reste tenue par les dispositions du traité, même si aucune inspection n'a pu y être effectuée depuis la fin de 2002.

<sup>2</sup> Georges Le Guelte, « La prolifération dans une économie en voie de mondialisation », Politique Etrangère, n°3, 2004, pages 625 à 636.

<sup>3</sup> La signature par la Corée du Nord, en 1992, de l'accord de contrôle avec l'AIEA a permis de mettre en évidence les infractions qu'elle a commises. Le Protocole additionnel, adopté en 1997, a été partiellement appliqué par l'Irak, et a donné de nombreuses indications sur le programme irakien, et sur les liens entre l'Irak et le Pakistan. C'est aussi grâce à ce protocole que l'AIEA a découvert qu'en Corée du Sud, des expériences d'enrichissement de l'uranium et de retraitement ont été menées clandestinement même dans un passé récent.

<sup>4</sup> Il s'agit surtout du Protocole additionnel aux accords conclus par l'AIEA avec chaque Etat signataire pour lui permettre de vérifier l'application du traité. L'Irak a signé ce protocole, mais ne l'a pas ratifié.

<sup>5</sup> Bien d'autres problèmes pourraient être évoqués par les différentes délégations, tels que le statut de l'Inde, d'Israël et du Pakistan, qui ne sont pas, selon le texte du TNP des « Etats dotés d'armes » et qui, pour cette raison ne sont pas soumis aux quelques contraintes applicables aux Cinq pays entrant dans cette catégorie. Ou encore l'avenir du traité d'interdiction des essais, et de la convention interdisant la production de matières fissiles militaires, deux accords sans intérêt pour la non-prolifération, mais qui sont régulièrement repris par certains groupes de pression parce qu'une opinion mal informée s'est attachée au symbole qu'ils représentent.

à éviter qu'une autre voie d'eau, dont l'Iran est en train de montrer le danger, puisse être à l'avenir exploitée par d'autres pays.

## **USAGES CIVILS ET APPLICATIONS MILITAIRES DE L'ATOME**

Le Traité de non-Prolifération affirme<sup>6</sup> que tous les signataires ont le « droit inaliénable » de développer les applications de l'énergie nucléaire, à la condition que ce soit uniquement pour des usages pacifiques et sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Sans cette clause, le traité aurait été perçu comme un moyen de perpétuer le monopole de quelques pays sur les techniques nucléaires civiles, et il n'aurait jamais pu être conclu. Aucun Etat, même parmi ceux qui ne sont soupçonnés d'aucune arrière-pensée militaire, comme l'Allemagne, le Brésil, le Japon, la Suisse, ou les Pays-Bas, n'est prêt à y renoncer.

### **La vertu et le vice**

Or ce droit inaliénable est utilisé par les Iraniens pour dissimuler leurs projets militaires. Ils sont en effet en train de construire des installations d'enrichissement de l'uranium, fondées sur un procédé permettant de produire aussi bien de l'uranium faiblement enrichi pour des usages civils, que l'uranium hautement enrichi nécessaire à la réalisation d'une bombe. Ils soutiennent que ces installations sont destinées à fabriquer les combustibles d'un réacteur producteur d'électricité, dont la Russie est en train de terminer la réalisation à Busher. Ils ne feraient ainsi qu'exercer le droit qui leur est reconnu par le traité ; d'ailleurs les inspecteurs de l'AIEA pourront vérifier que les usines fonctionnent uniquement pour des usages pacifiques, et les soupçons qui pèsent sur eux ne sont que des procès d'intention, intentés pour des raisons politiques.

Ce plaidoyer serait plus crédible si les Iraniens n'avaient pas essayé de dissimuler leurs activités pendant plus de quinze ans ; s'ils n'avaient pas attendu, avant de reconnaître l'existence de leurs installations, qu'elle soit révélée par un groupe d'opposants politiques ; s'ils n'avaient pas utilisé des réseaux de trafiquants pour se procurer les équipements dont ils avaient besoin ; s'ils n'avaient pas, depuis deux ans, fait des déclarations erronées aux inspecteurs internationaux, au lieu de leur ouvrir leurs portes et leurs archives pour montrer leur bonne foi ; s'ils n'étaient pas en train de construire un réacteur à eau lourde dont l'objet ne peut être que la production de plutonium militaire, et s'ils n'essayaient pas parallèlement de se doter de missiles balistiques d'une portée de plus en plus longue.

Il est à craindre qu'une fois assuré que l'usine d'enrichissement fonctionne convenablement, l'Iran se retire du TNP et poursuive ses activités à l'abri des regards des inspecteurs internationaux. Alternativement, les Iraniens pourraient reprendre les mêmes techniques pour construire, sur un autre site, une usine destinée à des usages militaires. Ils pourraient aussi utiliser leurs installations de façon tout à fait licite, en attendant un moment plus propice pour les affecter à la fabrication d'armes.

---

Ces questions sont secondaires, comparées au « droit inaliénable » d'utiliser les applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

<sup>6</sup> Article IV du TNP.

Jusqu'à maintenant, aucune infraction n'a pu être retenue à la charge des Iraniens : il faudrait pour cela qu'ils aient déjà produit de l'uranium enrichi et qu'ils l'aient détourné vers des usages illicites. Or la construction de leur usine d'enrichissement n'est pas terminée, ce qui leur permet d'affirmer qu'ils sont victimes d'un procès d'intention. En outre, s'ils avaient dès le départ annoncé très officiellement leurs projets, en ouvrant leurs dossiers et leurs chantiers aux inspecteurs internationaux, il aurait été beaucoup plus difficile de leur reprocher quoi que ce soit. Le Japon dispose d'une usine d'enrichissement de l'uranium et bientôt d'une installation de séparation du plutonium, et aujourd'hui le Brésil se lance à son tour dans l'enrichissement, alors qu'aucun de ces deux pays n'est soupçonné d'arrière-pensées militaires. Mais il faut éviter que d'autres Etats puissent utiliser le même procédé pour faire avancer leurs projets en toute légalité, et ne dévoiler leurs objectifs véritables que quand il serait trop tard pour les arrêter.

L'une des seules formules envisagées consisterait à interdire la construction d'usines d'enrichissement de l'uranium ou de séparation du plutonium dans les pays où il n'en existe pas actuellement. Tous les Etats pourraient ainsi produire de l'électricité d'origine nucléaire en achetant de l'uranium faiblement enrichi sur le marché mondial, mais ils ne pourraient acquérir les techniques permettant de fabriquer un engin explosif. Cette proposition se heurte à d'innombrables difficultés industrielles, commerciales, financières, économiques ou matérielles, qui ont jusqu'à maintenant fait échouer toutes les tentatives. L'obstacle essentiel est pourtant de nature politico-juridique, et comme il est hors de question de modifier le texte du TNP, il faudrait obtenir que les signataires acceptent de ne pas exercer leur « droit inaliénable », dont le principe ne serait maintenu qu'en théorie. La Conférence d'examen serait la meilleure occasion de faire avancer ce dossier, mais il n'y aurait de chances d'aboutir que si une très large majorité d'Etats étaient prêts à envisager une formule de ce genre en échange de compensations substantielles.

## **CONTROVERSES SUR LE DESARMEMENT**

Des échanges de vues sur ce sujet ne seront peut-être même pas possibles, tant l'ambiance de la Conférence sera aux antipodes de l'optimisme que l'on pouvait entretenir sur l'avenir de la non-prolifération en 1995, lorsque l'application du traité a été prorogée pour une période indéfinie. Toutes les discussions seront occultées par des oppositions radicales sur la question du désarmement. Les signataires du TNP se sont en effet engagés à « ...poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace<sup>7</sup> ». Cette promesse de désarmement contrebalançait l'article 1<sup>er</sup> par lequel les cinq pays dotés d'armes<sup>8</sup> s'engageaient seulement à ne pas aider un autre Etat à en acquérir. Ce compromis reposait dès l'origine sur un désaccord fondamental, que tout le monde acceptait d'ignorer, en espérant qu'il se dissiperait avec le temps. Les uns admettaient qu'en pleine guerre froide, il était

---

<sup>7</sup> Article VI du Traité.

<sup>8</sup> Contrairement à une idée largement répandue, il n'existe aucun lien entre le statut de membre permanent du Conseil de Sécurité (les cinq pays vainqueurs de la Seconde guerre mondiale, définis par la Charte de l'ONU en juin 1945, alors qu'aucun Etat n'avait encore d'arme nucléaire) et celui d'Etat doté d'armes, défini en 1968 par le TNP comme désignant les pays qui ont expérimenté un engin nucléaire explosif avant le 1<sup>er</sup> janvier 1967, c'est-à-dire, dans l'ordre chronologique, les Etats-Unis, l'URSS dont la succession est assurée par la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Chine.

impensable que les deux superpuissances renoncent à leur armement, mais ils estimaient que la situation particulière des pays dotés d'armes devait prendre fin lorsque les circonstances l'autoriseraient. Les autres pensaient que la liaison entre le désarmement nucléaire et un illusoire désarmement général et complet leur permettrait de ne jamais avoir à tenir leur promesse, et de conserver leurs armes indéfiniment.

### **Accords et Traités**

Au début pourtant, tout le monde a semblé prendre cette disposition au sérieux, puisque les accords SALT et le traité ABM, conclus en 1972, constituaient bien un arrêt de la course aux armements. Plus tard, les déclarations de Ronald Reagan, jugeant inacceptable que la sécurité des deux pays soit assurée par la crainte de leur anéantissement mutuel, celles de Gorbatchev, proposant que toutes les armes nucléaires soient éliminées en 2000, semblaient vouloir dire que l'existence des arsenaux était en effet liée à la guerre froide. Au début des années 1990, la conclusion des START a été présentée<sup>9</sup> comme une première étape vers l'élimination complète des armes. En 1995, bon nombre de pays, peu enclins à accepter une extension indéfinie du traité, ont accepté de ne pas s'y opposer, à la condition que les Cinq confirment l'engagement qu'il avaient pris en 1968. Ils l'ont fait, mais en reprenant la mention du « désarmement général et complet, sous contrôle international... » auquel, soutiennent-ils, le désarmement nucléaire est subordonné. Ils montrent d'ailleurs aussi peu d'empressement pour l'un que pour l'autre, car ce sont également les premiers exportateurs mondiaux d'armes conventionnelles.

### **Le club des nantis**

Dès lors, le fossé n'a cessé de s'élargir entre les Cinq et les autres. La reprise des essais par la France, quelques mois après l'extension indéfinie du TNP en 1995, a suscité dans le monde entier une réprobation presque unanime, d'autant que son objectif était de permettre le remplacement des engins arrivant au terme de leur durée de vie, c'est-à-dire de conserver l'arsenal existant pendant une durée indéterminée. En 1997, Clinton signait une directive précisant que les armes nucléaires restaient, pour une période indéfinie, la base de la défense des Etats-Unis, sans que cela suscite les mêmes réactions. En 1998, les essais indiens et pakistanais ne provoquaient que peu d'opposition dans l'opinion publique ; pourtant ils signifiaient que les armements nucléaires devenaient la base de la politique extérieure des deux pays. En 2000, lors de la dernière Conférence d'examen du Traité, bon nombre d'Etats ont, une nouvelle fois, refusé de poursuivre les discussions, tant que les cinq pays dotés d'armes n'auraient pas réaffirmé leur engagement « sans ambiguïté » d'éliminer leur armement nucléaire. En acceptant cette requête, les Cinq ont cependant maintenu la mention d'un désarmement général et complet c'est-à-dire la réserve mentale derrière laquelle ils se sont toujours retranchés pour justifier leur refus de démanteler leurs arsenaux.

### **Stratégie américaine**

Quelques semaines plus tard, la situation semblait radicalement changée, puisque le candidat républicain à la Maison Blanche, George W. Bush, affirmait que, la guerre froide étant terminée, les Etats-Unis devaient réduire unilatéralement leur armement nucléaire, et il

---

<sup>9</sup> En réalité, START I et II prévoient la destruction d'un nombre assez important de missiles et de bombardiers stratégiques, et la réduction du nombre des ogives qui les équipent. Mais aucune disposition ne prévoit que les ogives excédentaires seront démantelées ; elles peuvent au contraire être gardées en réserve, ou récupérées pour fabriquer de nouvelles armes plus modernes, ce que les deux pays se sont empressés de faire.

ajoutait : « les armes dont nous n'avons plus besoin sont les reliques onéreuses de conflits révolus »<sup>10</sup>. La stupéfaction, et dans certains pays l'indignation, ont donc été profondes lorsque, quelques mois plus tard, en janvier 2002, le Pentagone a transmis au Congrès un document intitulé « Exposé de la posture nucléaire des Etats-Unis » dont les grandes lignes étaient ensuite confirmées dans un document signé par le président américain<sup>11</sup>. Le texte sur la posture nucléaire prévoit tout un ensemble de mesures permettant aux Etats-Unis de maintenir leur arsenal au niveau atteint en 2000 et de le renouveler au moins jusqu'à la fin du siècle<sup>12</sup>.

### **Exaspération générale**

Ainsi, la nouvelle politique américaine ne se contente plus de méconnaître l'obligation de désarmement, ou de ne l'exécuter qu'avec réticence, elle s'y oppose de façon absolue. En outre, George W. Bush a toujours considéré que des frappes préventives, décidées unilatéralement, et dirigées contre certains pays et non contre les alliés des Etats-Unis comme Israël et le Pakistan, sont plus efficaces, pour lutter contre la prolifération, que des moyens diplomatiques, multilatéraux, s'appliquant de façon universelle<sup>13</sup>. Les Etats-Unis ont été plus ou moins suivis dans leur évolution par les quatre autres Etats dotés d'armes, à l'exception de la Grande-Bretagne. La Russie modernise ses missiles intercontinentaux, la Chine construit une force limitée, mais capable, dans quelques années, d'atteindre le territoire américain, et par conséquent de faire monter les enchères en cas de conflit à propos de Taiwan. Quant à la France, des rumeurs, officiellement démenties, ont couru sur l'adoption d'une doctrine de frappes préventives inspirée de celle des Etats-Unis. Aucune mesure de désarmement nucléaire n'a été prise dans le monde depuis 1996. Ne voulant pas être mis en accusation sans pouvoir invoquer aucun argument pour leur défense, les Cinq s'accordent pour refuser que la question du désarmement soit discutée au cours de la Conférence d'examen du Traité. L'exaspération devant ce qui est perçu comme l'hypocrisie et le cynisme des grandes puissances a atteint un point de rupture, même parmi des Etats comme les pays scandinaves, et quelques mois avant l'ouverture des travaux, il n'a toujours pas été possible de s'accorder sur l'ordre du jour de la Conférence.

### **UNE ATMOSPHERE EMPOISONNEE**

En toute hypothèse, il est très vraisemblable qu'au terme de la réunion, aucun accord ne sera obtenu sur quelque point que ce soit, et l'ampleur des divergences va bien au-delà des échanges mêmes vifs qui pourront intervenir. L'idée même d'une politique de non-

<sup>10</sup> Discours devant le National Pen Club de Washington, le 23 juin 2000.

<sup>11</sup> Il s'agit d'un document intitulé « National Security Strategy », signé par George W. Bush en septembre 2002.

<sup>12</sup> De nouvelles installations doivent être construites et des spécialistes doivent être recrutés pour fabriquer de nouvelles ogives, des travaux doivent être entrepris pour construire une nouvelle génération de missiles intercontinentaux à partir de 2020, de nouveaux sous-marins en 2030 et de nouveaux bombardiers en 2040. En 2002, le Pentagone affirmait aussi que 8000 ogives devaient être conservées en réserve en plus des 1700 à 2200 admis par le traité conclu avec la Russie le 23 juin 2002. Cependant, le 1<sup>er</sup> juin 2004, l'Administration américaine a proposé au Congrès de réduire le stock d'ogives de près de la moitié en 2012 (Bulletin of the Atomic Scientists, septembre-octobre 2004, pages 70-71). Les armes nucléaires ne sont plus des outils de dissuasion, elles peuvent être utilisées comme n'importe quelles autres, y compris pour des frappes préventives. Le document prévoit en outre que des recherches doivent être entreprises pour mettre au point des armes de faible puissance, ou des engins conçus pour détruire des bunkers enterrés et renforcés.

<sup>13</sup> Strobe Talbott, « Engaging India », Brookings Institution Press, Washington D.C., 2004, page 208.

prolifération a été considérablement affaiblie par ceux qui en avaient été les promoteurs les plus énergiques. Soit pour exporter leur défense anti-missiles à d'éventuels clients<sup>14</sup>, soit par hostilité envers tout engagement international, des personnalités américaines ont soutenu qu'une fois la guerre froide terminée, le Traité de Non-Prolifération n'avait plus aucune raison d'être. Dans le passé, les grandes puissances n'ont jamais fait de gros efforts pour inciter l'Inde, Israël et le Pakistan à adhérer au Traité. Les sanctions décidées contre l'Inde et le Pakistan après leurs essais de 1998 ont été rapidement levées, donnant à beaucoup de pays l'impression que l'acquisition d'armes nucléaires ne se payait pas d'un prix très élevé. Les relations très étroites entretenues par les Américains avec le Pakistan et avec Israël, leurs efforts pour se rapprocher de l'Inde, montrent que les Etats-Unis ne condamnent pas la dissémination des armes lorsqu'elle est le fait de leurs amis.

### **Mauvais traitements**

Le Traité lui-même, et ceux qui sont chargés de veiller à son application, ont été très mal traités. En 1994, tous les pays ont accepté que la Corée du Nord ne soit plus soumise au TNP, mais seulement à l'accord bilatéral qu'elle avait conclu avec les Etats-Unis et, jusqu'à ce que les Nord-Coréens se retirent du traité, l'AIEA a dû se contenter de veiller à l'application de l'accord bilatéral, sans pouvoir effectuer toutes les inspections prévues par le TNP. A la fin de l'année 2002, l'AIEA et la Commission de l'ONU pour l'Irak ont été violemment critiquées pour n'avoir pas su ou voulu y trouver les « armes de destruction massive » que les Etats-Unis étaient certains d'y découvrir. Depuis lors, l'AIEA ne peut plus exercer aucun contrôle sur les installations nucléaires irakiennes, d'où ont été dérobées des sources radioactives et, plus récemment, 380 tonnes d'un explosif très puissant qui peut être employé pour confectionner un engin nucléaire<sup>15</sup>.

Les Américains ne sont pas seuls en cause, et à aucun moment les autres grandes puissances n'ont donné le sentiment de faire passer la non-prolifération avant leurs intérêts économiques et financiers. Peu après avoir adhéré au Traité, la Chine a violé les engagements qu'elle venait de prendre, en continuant de fournir au Pakistan des équipements sensibles. La Russie et la Chine n'ont essayé que très mollement d'empêcher certaines de leurs entreprises d'exporter vers le Pakistan ou l'Iran des appareils destinés à leur programme clandestin d'enrichissement de l'uranium. En 1998, la Russie et surtout la France<sup>16</sup>, se sont employées à faire lever le plus rapidement possible, et sans contrepartie, les sanctions prises contre l'Inde après ses essais. Dès le milieu des années 1990, et même après l'expulsion des inspecteurs internationaux par Saddam Hussein en 1998, la Russie et la France ont essayé d'obtenir la levée de l'embargo contre l'Irak, alors que les sanctions étaient la seule mesure efficace pour empêcher la reconstitution de ses programmes d'armes non conventionnelles. L'Iran sait très bien que le Conseil de Sécurité ne serait pas prêt à décider des sanctions très sévères à son encontre : la Russie ne tient pas à perdre un client pour ses armes et ses avions commerciaux, la Chine a besoin du pétrole et du gaz iraniens, et personne ne souhaite faire monter le prix du brut en mettant un terme aux exportations iraniennes. Les cinq Etats dotés d'armes ont ainsi perdu leur crédibilité lorsqu'ils affirment que la non-prolifération est pour eux une priorité.

<sup>14</sup> Par exemple, un article d'Henry Kissinger dans « Yomuri Daily » du 20 mars 2000.

<sup>15</sup> Il est difficile d'exclure que ces explosifs aient été transférés en Iran, au moment où ce pays est soupçonné de mener clandestinement des recherches sur la militarisation d'un engin nucléaire.

<sup>16</sup> Strobe Talbott, « Engaging India », Brookings Institution Press, Washington D.C., 2004. Les objectifs poursuivis par la France étaient selon cet auteur, à la fois politiques et commerciaux. Il s'agissait d'un côté de faire pièce aux Etats-Unis pour construire un monde multipolaire dont la France et l'Inde seraient les promoteurs, d'un autre côté, de construire des centrales nucléaires en Inde.

## **UNE NOUVELLE DONNE**

Depuis les années 1960 et jusqu'à la fin de la guerre froide, la politique de non-prolifération a été un instrument majeur dans la politique de défense des deux superpuissances, puisqu'elle évitait qu'en cas de tension, un tiers s'immisce dans leur dialogue, et puisse transformer une crise en un conflit que personne n'aurait voulu. Elle a été imposée à l'origine par l'action conjuguée et énergique des Etats-Unis et de l'URSS, mais elle n'est devenue universelle et solidement assurée que quand un grand nombre d'Etats en ont fait un élément fondamental de leur défense. Lorsque le risque d'un affrontement entre les Etats-Unis et la Russie s'est estompé, les deux pays ont pu considérer qu'elle n'était plus indispensable à leur sécurité, et en ce sens, les attaques menées par les conservateurs américains au cours de ces dernières années étaient fondées. L'administration Bush a cependant fini par réaliser que l'acquisition d'armes par des pays comme la Corée du Nord et l'Iran risquerait de provoquer des situations incontrôlables en Asie et au Moyen-Orient, deux régions cruciales pour les intérêts américains, et de donner corps à la crainte d'attentats terroristes. Les Etats-Unis ont aussi pris conscience qu'une vaste coalition internationale serait nécessaire pour faire pression sur les proliférateurs.

Dans les autres pays aussi, les esprits ont évolué. L'arrêt de la dissémination est restée pour eux aussi important que par le passé, à la condition qu'il s'impose à tous. Sur ce point, l'optimisme de 1995 a fait place au doute et à la méfiance, et ils sont plus tentés d'observer la façon dont la situation va évoluer qu'à s'engager sans réserve dans une politique que les grandes puissances ne défendent que si elle ne va pas à l'encontre de leurs intérêts économiques. Aussi la Conférence d'examen du traité risque-t-elle de donner le spectacle d'un monde divisé, désabusé, incertain, méfiant ou hostile à l'égard de la seule superpuissance, uni seulement pour condamner le mépris manifesté par les cinq Etats dotés d'armes envers l'état de droit et les solutions multilatérales, et non l'image d'une communauté internationale unanime dans sa réprobation des proliférateurs.

### **Corée du Nord**

Le climat des discussions ne facilitera sans doute pas le règlement des crises nord-coréenne et iranienne. Après les imprécations contre l'« axe du mal », et les menaces de frappes préventives, les Etats-Unis sont restés, depuis plus de deux ans, totalement paralysés sur ces deux dossiers. Vis-à-vis de la Corée du Nord, ils ne peuvent compter que sur le succès des discussions à six<sup>17</sup>, où les Nord-Coréens ont réussi ce tour de force de se faire prier pour accepter de bien vouloir reprendre les entretiens. Ils ne peuvent pas espérer beaucoup d'aide de la part des autres participants. Les Chinois sont apparemment divisés, d'un côté les diplomates sont conscients que le succès d'une négociation menée sous leurs auspices, sur un sujet aussi important, donnerait à leur pays un prestige considérable et montrerait que c'est la Chine, non les Etats-Unis, qui peut arbitrer un conflit en Asie. D'un autre côté, l'entourage du premier ministre semble avoir d'autres préoccupations : si l'affaire nord-coréenne est résolue, les Américains auront, pensent-ils, les mains plus libres pour soutenir Taiwan, ce qui est pour eux plus important que l'armement nucléaire de la Corée. La Russie a d'autres priorités que la Corée du Nord, sur laquelle elle n'a au demeurant plus d'influence. Japon et Corée du Sud

---

<sup>17</sup> Ces discussions rassemblent à Beijing, outre la Corée du Nord et les Etats-Unis, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Russie. Elles n'ont donné jusqu'à présent aucun résultat, et les Nord-Coréens ont refusé de participer à la réunion qui devait se tenir en octobre dernier.

attendent que l'Administration Bush admette qu'une négociation ne consiste pas seulement à énoncer ses conditions en attendant que l'adversaire les accepte docilement.

### **Iran**

La situation n'est pas meilleure pour ce qui concerne l'Iran, avec lequel les Américains continuent de refuser tout dialogue. La Chine et la Russie, qui ont aidé les Iraniens à acquérir les techniques et les équipements dont ils avaient besoin, et qui sont trop soucieuses de maintenir leurs relations commerciales avec Téhéran, se contentent de refuser des mesures énergiques contre ce pays. Les autres Etats, désorientés par la désinvolture ou le mépris manifestés par certains Américains envers le régime de non-prolifération, ne sont pas disposés à leur apporter la moindre assistance. Seules l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, conscientes de leurs responsabilités internationales, ont entamé des négociations qui ont abouti, à la mi-novembre 2004, à un accord par lequel les Iraniens ont accepté de suspendre leurs activités d'enrichissement. Cette démarche est d'autant plus marquante qu'il s'agit de l'une des rares initiatives diplomatiques d'importance prises par des pays européens depuis longtemps. Elle montre aussi que les Européens peuvent jouer un rôle majeur sur la scène internationale, lorsqu'ils ne sont pas paralysés par les querelles et les mécanismes de la « politique européenne de sécurité et de défense ».

Cependant, le fragile accord conclu n'est qu'une étape vers un abandon total, par les Iraniens, de leur programme nucléaire militaire. Les compensations que les trois Européens peuvent leur offrir en contrepartie ne sont pas très nombreuses, et surtout elles ne sont pas parmi les priorités de l'Iran. Le rétablissement de relations normales avec les Etats-Unis, et l'abandon des projets de renverser le régime des mollahs pourraient être plus attrayants, même si rien ne permet de penser que les Iraniens pourraient, en échange, abandonner leurs projets nucléaires militaires. Tout dépend, là encore, de la position qui sera adoptée par l'Administration Bush.

### **NON-PROLIFERATION OU DISSUASION ?**

L'issue des pourparlers engagés avec la Corée du Nord et avec l'Iran peut être déterminante pour l'évolution de l'ensemble des relations internationales. Si ces deux pays sont obligés de renoncer à leurs ambitions, d'autres proliférateurs potentiels hésiteront à se lancer dans une entreprise très onéreuse et vouée à l'échec. Si au contraire, ils parviennent à leurs fins, les répercussions risquent d'être considérables. Au moins une demi-douzaine d'Etats jusqu'à présent très attachés à la politique de non-prolifération, pourraient reconsidérer leur position s'ils estiment que leur sécurité est menacée, et s'ils constatent que les grandes puissances sont incapables de faire respecter les règles qu'elles ont elles-mêmes fixées. Le basculement pourrait être brutal<sup>18</sup>, et en quelques années, il pourrait y avoir dans le monde une quinzaine ou une vingtaine d'Etats possédant un arsenal nucléaire.

Certains s'en accommodent, persuadés que la dissuasion empêche tout conflit entre deux Etats disposant d'un armement nucléaire. Aucun des partisans de cette thèse n'est cependant allé jusqu'au bout de cette logique, et n'a proposé d'assurer la paix perpétuelle en donnant des armes à ceux qui ne sont pas en mesure d'en fabriquer. C'est en outre une

---

<sup>18</sup> « The Nuclear Tipping Point », sous la direction de Kurt M. Campbell, Robert J. Einhorn, Mitchell B. Reiss, Brookings Institution Press, Washington D.C., 2004.

attitude extrêmement dangereuse. La dissuasion n'est que l'une des doctrines possibles, et si un arsenal nucléaire passait sous le contrôle d'un fou ou d'un fanatique, rien ne permet d'affirmer qu'il n'adopterait pas une politique d'emploi ou de chantage. Même dans les démocraties, la dissuasion nucléaire exige, pour n'être pas la simple addition de deux peurs, la réunion de nombreux éléments techniques et politiques difficiles à rassembler. Lorsque tous ces facteurs sont réunis, le lancement accidentel d'un missile, un malentendu sur une initiative de l'adversaire, la pression d'une opinion survoltée, et surtout la crainte d'une attaque surprise de l'adversaire, peuvent engendrer des réactions irréfléchies. La dissémination des armes nucléaires ne signifie pas nécessairement la fin du monde, elle multiplie par le nombre de pays qui en possèdent le risque d'un conflit dont les conséquences seraient irréparables.